

Quiconque estime qu'en droit international la thèse allemande n'était pas défendable, suivra avec le plus grand intérêt le raisonnement de Michel Welter: «Ce que nous reprochons à tous ces procédés insolites (d'espionnage), c'est que le Grand-Duché n'étant pas en guerre avec qui que ce soit, l'occupation n'ayant jamais été décrétée, tous les faits doivent tomber sous la législation luxembourgeoise. Pour nous, tout ce que les Allemands font chez nous, tombe sous le principe: la force prime le droit. Nous devons reconnaître que les Allemands ont la force de faire ce qu'ils font, mais jamais nous ne leur reconnaitrons le droit de violer nos lois. Nous ne sommes pas d'accord avec MM. Eyschen et Thorn qui prétendent que le fait de passer et de faire passer les troupes par le pays, donnait aux Allemands des droits, le droit de se ravitailler, d'occuper les points stratégiques, de se garantir contre les attaques, d'empêcher l'espionnage etc. etc.

«Les Allemands ayant envahi le pays contrairement à tous les principes de droit, contrairement aux traités internationaux et aux conventions entre notre pays et l'Allemagne, ne peuvent se baser sur aucun droit pour agir comme ils agissent avec nous. Ils ont la force, ils en usent, en abusent, mais ils n'exercent aucun droit légitime. Abstraction faite de ces tristes faits qui ont si fortement émotionné le pays, nous ne pouvons pas dire que les Allemands nous vexent et nous importunent outre mesure. Il est vrai, ils sont une gêne énorme, ils entravent tous nos mouvements, ils se gèrent en maîtres; mais nous n'avons pas trop à nous plaindre d'eux. Si on compare leur conduite ici avec celle qu'ils ont eue en Belgique, alors nous devons encore nous féliciter d'échapper à ce compte.»

La politique intérieure étant dominée par la question du ravitaillement\*), même Welter trouve «que c'est à se dégoûter de tout que de penser qu'il faut faire une campagne électorale par le temps qui court.» En effet, des élections partielles devaient avoir lieu à Diekirch et à Luxembourg — Campagne, où il fallait remplacer les députés libéraux décédés Meris et Paul Mayrisch (v. fasc. XII). Dans le même ordre d'idées Welter n'apprécie pas le fait que depuis une quinzaine de jours le «Luxemburger Wort» et la «Zeitung» s'entredéchirent et se chamaillent de plus belle. «Cette polémique est vraiment de l'inconscience ou plutôt de la démence.»

Le 20. 7. Welter rencontra Paul Eyschen qui lui expliqua ce qui l'avait fait aller en Suisse: la question des vivres. Le Ministre d'Etat concéda aussi «que les choses deviennent de jour en jour plus graves. Les Anglais exécutent de plus en plus leur plan d'enserrer l'Autriche et l'Allemagne dans un corset de fer.»

Au cours de cet entretien il fut également question de Fournelle et de Noppeney. Du premier Eyschen disait: «Il était espion français . . . six ans avant la guerre . . . et il a espionné dans un pays neutre. Tout cela aggrave son fait.» Quant à Marcel Noppeney, Eyschen croit qu'il ne lui arrivera pas grand'chose. «Il a agi dans un but idéal, dit-il . . . et il n'a pas livré de pièces ni de secrets.. .»

\*) Depuis le mois de mai, le pain, délivré sur carte, était à faire avec de la farine de blé additionnée de 10% de farine d'avoine ou de 20% de tapioca.